Gaza - Liban : Stopper l'Etat terroriste israélien

L'État terroriste d'Israël semble n'avoir plus de limites et les peuples du monde entier, saisis d'horreur, ressentent plus que jamais leur impuissance face à la multiplication de ses crimes de guerre. Après avoir massacré en un an 42 000 Palestinien-ne-s et détruit de fond en comble la bande de Gaza, l'armée israélienne tue et terrorise désormais les habitant-e-s du Liban. Depuis l'explosion des bipeurs le 17 septembre, elle a démultiplié ses attaques visant à éliminer les chefs et cadres du Hezbollah, jusqu'à l'assassinat de son principal dirigeant, Hassan Nasrallah, ce samedi 28 septembre. Après l'écrasement du Hamas, il s'agit de décapiter le Hezbollah parce qu'il ose encore résister à Israël.

Pour cela, les tueurs israéliens n'hésitent pas, une fois de plus, à massacrer des centaines de civils libanais, non seulement en faisant exploser leurs téléphones, mais en bombardant des immeubles entiers. Ces attaques particulièrement lâches visent à terroriser toute la population libanaise, dont des centaines de milliers ont dû abandonner leurs maisons au plus vite pour fuir le Sud. Officiellement, Netanyahou prétend vouloir permettre le retour des 60 000 Israélien-ne-s qui ont dû quitter la région frontalière entre le Liban et Israël depuis un an. En fait, il s'agit d'écraser toute résistance à l'expansionnisme israélien qui, sous un gouvernement d'extrême droite et sur la base de ses succès militaires depuis un an, se croit tout-puissant.

Pourtant, la force d'Israël tient en fait principalement au soutien indéfectible qu'il reçoit des grandes puissances impérialistes. Le génocide de Gaza et l'extension des crimes de guerre au Liban ne sont possibles qu'avec les armes et le feu vert des États-Unis et de leurs affidés, y compris la France. Certes, les États-Unis et la France viennent de faire voter à l'ONU une demande de cessez-le-feu au Liban, soutenue par la plupart des autres pays. Plus généralement, ils ne cessent, depuis des mois, d'appeler Israël à la « retenue » et de déplorer qu'il y ait tant de victimes civiles. Et, comme les intérêts de la France au Liban seraient menacés par une aggravation de la guerre dans ce pays où règnent déjà la crise et le chaos, le minable Macron a même osé lever (un peu) le ton à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU…

Mais les grandes puissances occidentales sont totalement hypocrites puisqu'elles savent bien que toutes ces paroles ne servent qu'à se faire reluire. En pratique, elles laissent Israël agir à sa guise. Elles ont soutenu son prétendu « droit à se défendre » depuis un an et les victimes civiles ne sont considérées, de ce point de vue, que comme

de fâcheux dégâts collatéraux qu'il vaudrait mieux, s'il vous plaît, éviter. Elles ont continué de livrer des armes et des composants militaires à l'armée génocidaire. Aucune sanction n'a été prise contre l'État terroriste. Les relations économiques et diplomatiques ont continué comme si de rien n'était. Les grandes puissances occidentales ont même osé condamner, en janvier 2024, la décision de la Cour internationale de justice (instance de l'ONU) qui, saisie par l'Afrique du Sud – sauvant l'honneur des nations –, visait à instruire les crimes de guerre et le génocide commis par Israël et exigeait qu'ils cessent.

Les peuples du monde, effarés et effrayés par le déchaînement continu de la violence israélienne, ne peuvent pas compter sur les grandes puissances. En apprenant jour après jours des informations toujours plus catastrophiques, nous ne pouvons que nous sentir impuissants. Pourtant, même s'il n'y a rien de plus difficile, la seule solution reste de se mobiliser par la lutte. Par principe et parce que cela pourrait devenir efficace si nous le faisons dans l'unité. Il faut que toutes nos organisations syndicales et politiques, nos associations démocratiques, les intellectuels progressistes se rassemblent au niveau international pour exiger que cesse le massacre des Palestinien-ne-s et des Libanais-e-s. Nous devons exiger ensemble que les États-Unis et les autres grandes puissances, dont la France, cessent de livrer des armes et du matériel à Israël. Nous devons exiger qu'elles rompent les relations commerciales, politiques et diplomatiques avec cet État, qui doit être mis au ban des nations, comme l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid raciste.

Nous pouvons suivre l'exemple des 200 syndicats et ONG de l'État espagnol qui, en réponse à l'interpellation de syndicats palestiniens, appellent à une grève générale contre le génocide et l'occupation de la Palestine (voir https://www.aa.com.tr/en/middle-east/hundreds--f-unions-ngos-in-spain-call-for-general-strike-in-solidarity-with-palestine/3343327 et https://www.middleeastmonitor.com/20240928-spain-general-strike-against-geno-idal-war-in-palestine/). Cette voie est loin d'être déjà dégagée, mais elle est la seule qui puisse permettre de sortir de l'impasse en imposant la voix des classes ouvrières et des peuples du monde, plus que jamais solidaires des peuples martyrs de Palestine et du Liban.

Luc Raisse, le 29 septembre 2024